

RÉDACTION
ET
BUREAU D'ABONNEMENTS
Lausanne, Rue de St-François 20.

On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1^{er} ou du 15 de chaque mois.

PRIX D'ABONNEMENT
Un an 6 mois 3 mois
Suisse Fr. 20 10 50 5 50
Union postale..... » 36 18 50 9 50
Prix du numéro: 40 centimes.

GAZETTE DE LAUSANNE

ET JOURNAL SUISSE

FONDÉ EN 1799

ANNONCES

HAASENSTEIN & VOGLER

Lausanne, Place de la Palud 24

Montreux, Vevey, Genève, Neuchâtel, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Saint-Imier, Delémont, Bière, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, etc.

PRIX DES ANNONCES

Pour l'étranger..... 25 centimes la ligne.
Pour la Suisse..... 20 centimes la ligne.

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

LAUSANNE, 31 octobre 1891.

BULLETIN POLITIQUE

Voici le texte complet du récent rescrit de l'empereur allemand, dont nous avons donné déjà une analyse.

Les révélations révélatrices qui ont été faites au cours du procès des époux Heinze inquiètent continuellement mon cœur de père du pays. Bien que j'aie déjà fait connaître mon sentiment au ministre de la justice et bien que je sache que les ministres intéressés — ceux de l'intérieur et de la justice — ont déjà pris quelques mesures provisoires pour remédier au mal, j'éprouve le besoin d'appeler également l'attention du ministre d'Etat sur cette question, qui intéresse à un si haut degré le pays tout entier, et à me faire le plus tôt possible des propositions basées sur les résultats des délibérations des ministres intéressés.

Si j'attire leur attention sur quelques règles qui me paraissent indiquer la façon dont il faut envisager le mal qui a été révélé et les mesures qu'il faut prendre pour le combattre et le guérir, je crois y être d'autant plus autorisé que la justice est rendue en mon nom et que je suis absolument pénétré du sentiment des devoirs qui m'incombent en qualité de suprême gardien du droit et de l'ordre.

Le procès Heinze a montré d'une façon effrayante que l'industrie des souteneurs et le développement de la prostitution dans les grandes villes, notamment à Berlin, ont créé un danger commun pour l'Etat et la société.

Pour combattre énergiquement ce mal, il faut se poser tout d'abord la question de savoir dans quelle mesure les lois déjà existantes permettent de poursuivre les souteneurs. Cette tâche incombe à la police et aux tribunaux. Il faut donner l'ordre à la police de réprimer énergiquement, et au besoin sans aucun égard, les excès de cette classe d'hommes perdus, et il faut en même temps donner aux représentants de l'autorité l'assurance qu'ils pourront compter, dans l'accomplissement énergique de leur tâche, non seulement sur ma reconnaissance, mais encore sur ma protection.

Pour ce qui est de l'application des lois pénales existantes, il faudra faire en sorte que les tribunaux ne se laissent pas guider dans leurs jugements par un faux sentiment d'humanité et qu'ils appliquent, même quand ils sont en présence d'un premier délit commis par le coupable, le maximum de la peine.

Il faudra aussi examiner la question de savoir si le code a besoin d'être modifié ou complété sur le point qui nous préoccupe.

La procédure criminelle devra être soumise à un nouvel examen, et l'on devra se préoccuper de trouver le moyen d'empêcher les souteneurs de se faire, au mépris de leur devoir qui consiste à contribuer à la découverte de la vérité, une obligation d'aider au triomphe de l'injustice, même par des moyens frivoles. Il n'en est pas moins important que la dignité des tribunaux soit sauvegardée en toute circonstance, aussi bien en ce qui concerne la défense qu'en ce qui touche les accusés et le public. Enfin, dans les cas où des délits très graves contre les mœurs forment l'objet de la délibération, on devra prononcer le huis clos.

En présence des tristes révélations faites au cours du procès Heinze, je constate avec joie que le grand danger et le mal qui ont été constatés dans ce procès sont appréciés, dans toute leur portée et leur étendue, par toutes les classes de la société et que l'opinion publique est unanime à reconnaître la nécessité d'une répression efficace. Ceci me fait espérer que les mesures qui seront prises par mon gouvernement trouveront dans les couches saines de la population l'appui sans lequel on ne saurait remédier d'une façon radicale au mal.

Personne ne mettra en doute les bonnes intentions de l'empereur. La plaie sociale qu'il dénonce fait des ravages et des progrès effrayants dans beaucoup de grandes villes. A Berlin spécialement, elle constitue un sérieux

danger pour la sécurité publique. On n'estime pas à moins de cinquante mille le nombre des drôles auxquels le rescrit impérial fait allusion. C'est dans les rangs de cette ignoble armée que se recrutent les criminels. On ne s'en verra jamais contre eux avec trop de rigueur. Au moment même où l'empereur allemand publiait son rescrit, le préfet de police de Paris demandait aussi au gouvernement français des armes nouvelles pour le même combat.

L'initiative de Guillaume II ne rencontre cependant pas l'approbation générale en Allemagne. On s'inquiète de voir ainsi le jeune souverain toucher à tout sans retenue et sans mesure. On observe que, contrairement aux règles constitutionnelles, le ministre de la justice n'a pas contresigné le rescrit. On en conclut qu'il n'en a pas approuvé les termes et que, dans cette circonstance encore, Guillaume II a agi *proprio motu*.

La teneur du rescrit ne soulève pas moins d'objections; jamais encore le souverain n'avait affirmé d'une façon plus absolue que tous les pouvoirs sont dans sa main. Il morigène la justice, ordonne aux tribunaux d'infliger le maximum de la peine, de prononcer le huis-clos, d'interdire aux avocats de « défendre des causes injustes par des arguments frivoles ». Une fois encore les intentions de Guillaume II sont irréprochables, mais il est sans exemple de voir un monarque constitutionnel contemporain s'immiscer ainsi dans l'administration de la justice et dicter aux magistrats ce qu'ils ont à faire. C'était bon quand St-Louis rendait la justice sous un chêne et quand les rois du moyen-âge sévissaient contre les ribauds, truands et mauvais garçons. Le meunier Sans-Souci, s'il était encore de ce monde, répondrait à Guillaume II comme jadis à Frédéric-le-Grand: « Nous avons des juges à Berlin! »

Le progrès des partis d'opposition en Allemagne, rendu très manifeste par les récentes élections à la chambre des représentants hanoises, est accentué par celles de la diète saxonne. Dans le royaume de Saxe, le cens électoral fleurit encore: Tandis qu'il y a 700,000 citoyens aptes à voter pour les représentants au Parlement impérial, d'après le régime du suffrage universel, 484,000 seulement sont appelés à élire les membres de la Chambre de Dresde. Malgré cela les socialistes ont vu le nombre des suffrages obtenus par leurs candidats s'accroître de 159 pour cent depuis les dernières élections, tandis que les progressistes augmentaient aussi de 86 pour cent. Grâce à une géométrie électorale savante, la majorité reste aux partis gouvernementaux, mais le résultat de la journée doit leur causer de vives alarmes.

Il faut aussi mentionner parmi les symptômes du même genre l'élection d'un député au Reichstag dans la circonscription de Stolp, en Poméranie. M. de Puttkamer, le fameux ministre dont le nom reste attaché pour nous à l'affaire Wohlgemuth, a été nommé récemment président supérieur de la province et a dû résigner son mandat du parlement pour obéir au principe des incompatibilités. Ce conservateur féodal à tous crins a été remplacé à une majorité énorme par un candidat progressiste! Ce résultat cause un grand étonnement et surprend les vainqueurs eux-mêmes.

destinée elle-même. Bien des fois il avait pesé cette question, n'osant la résoudre; cette fois, il se sentait des clartés extraordinaires sur les choses de la vie; la gêne, qui avait paralysé ses pensées pendant le jour s'était changée en une lucidité singulière, douloureuse, qui lui faisait embrasser d'un coup d'œil les conséquences les plus éloignées de ses résolutions.

— Non, se dit-il à demi-voix. Qu'elle soit obligée d'attendre, de consulter, de réfléchir... elle est trop jeune, elle a été trop heureuse, elle n'a connu ni le mal ni la peine... elle ne connaît encore ni les menaces, ni les fourbes, ni les méchants... Il lui faut un tuteur, marié à une bonne femme, capables à eux deux de me remplacer...

Il ne se ressentait aucune émotion en songeant à sa mort; l'idée de sa fille remplissait son âme de façon à ne laisser de place à aucune autre pensée.

Mentalement, M. Lemartroy passa en revue ses amis mariés. L'amiral et la bonne Mme Barly lui étaient venus à l'esprit les premiers; mais, avec eux, il était à craindre que Lina n'épousât fatalement un officier de marine. Comment, dans ce milieu exclusivement maritime, eût-elle pu résister à l'influence de la maison? En songeant à sa pauvre jeune femme, demeurée si souvent et si longtemps solitaire, le commandant sentit son cœur se fendre de pitié. Que de larmes elle avait dû verser seule, en voyant son vaisseau disparaître à l'horizon! Quels douloureux échos avait réveillés en elle le coup de canon d'adieu!

Il ensevelit sa tête dans ses mains et pensa tendrement à la chère morte; morte depuis neuf ans, jamais oubliée un instant, présente à toutes les actions de sa vie, présente à cette minute où il hésitait sur la destinée future de leur enfant.

— Non, dit-il à la chère apparition qu'il voyait distinctement dans son cerveau, debout près de lui, une main appuyée sur le bureau, comme elle le faisait quand elle venait à lui pour résoudre quelque difficulté intérieure; non, elle n'aura point une vie de regrets et d'espérances comme la tienne, pauvre chère aimée! Elle ne se consumera pas à attendre les lentes

Le monopole des forces hydrauliques.

Dans le courant de l'été une société qui, sous le nom de *Frei Land* — Terre libre — poursuivit la nationalisation du sol par les communes et l'Etat, demandait au Conseil fédéral que les forces provenant des cours d'eau fussent proclamées propriété nationale de la Confédération et constituées en monopole fédéral.

Le Conseil fédéral s'empressa de faire part de cette proposition intéressante aux cantons en leur demandant, par circulaire du 8 septembre, de lui faire un rapport sur leurs lois en matière de concession des forces hydrauliques de leur territoire et sur l'état de fait à cette heure.

La société *Frei Land* a été très heureuse de ce premier succès. Elle a bien voulu — ainsi que nous l'apprend la *Feuille fédérale* — en exprimer au Conseil fédéral « son entière satisfaction ». Mais l'enquête demandée ne lui suffit pas. Elle craint que, l'éveil étant donné, l'industrie privée ne mette à profit le temps qui s'écoulera jusqu'à ce que le droit constitutionnel ait été fixé et que le monopole nouveau ait été créé. Elle est donc revenue à la charge auprès du Conseil fédéral et lui a soumis toute une série de propositions, destinées à sauvegarder l'avenir par des mesures provisoires.

Ces mesures seraient les suivantes: Le Conseil fédéral inviterait les cantons à ne plus concéder des forces hydrauliques à l'industrie privée — la société *Frei Land* dit la « spéculation » privée — qu'en vue d'une utilisation immédiate.

Les concessions ne seraient octroyées que pour vingt ans au plus. Après leur expiration, les installations hydrauliques deviendraient gratuitement propriété de la Confédération ou du canton. En outre, les concessions réserveraient pour la Confédération ou les cantons le droit de rachat en tout temps, moyennant remboursement: après une année, de 95 0/0 des frais d'établissement, après deux ans, de 90 0/0, après trois ans, de 85 0/0, etc. Les concessionnaires seraient tenus de payer annuellement une taxe d'au moins 40 francs par cheval de force effectif.

Pour empêcher une exploitation irrationnelle des forces hydrauliques et un morcellement irrégulier de la pente des cours d'eau, toutes les demandes de concession seront soumises à une expertise fédérale.

Enfin, la Confédération se réservera, en tout cas, le monopole de la conduite des forces électriques.

La société *Frei Land* ajoute ce qui suit dans sa lettre à la Confédération:

Voilà donc nos propositions. Si les gouvernements cantonaux veulent bien en tenir compte, dès à présent, lorsqu'ils accorderont des concessions de forces hydrauliques, le danger le plus imminent pourra être évité, et la législation que l'on a en vue de promulguer ne verra pas se dresser devant elle des obstacles insurmontables. Au contraire, c'est précisément ainsi qu'on la préparera de la meilleure façon.

A notre avis, il n'y a pas lieu, du tout, de soulever la question de savoir si, sous l'empire de la constitution actuelle, le Conseil fédéral a le droit de donner de tels conseils aux cantons, attendu que, d'après nos propositions, il ne s'agit pas de prescriptions réglementaires, mais seulement d'un bon conseil dans l'intérêt même du développement futur de l'économie nationale, et il est plus que probable que les autorités cantonales recevront avec plaisir des directions aussi bienveillantes.

Le Conseil fédéral s'est empressé de répondre à la société *Frei Land* que, tout en appréciant hautement les intentions des pétitionnaires, il n'était cependant pas en situation de

donner suite, pour le moment, à leurs propositions. « Après avoir, par notre circulaire du 8 septembre 1891, soumis aux cantons la question du monopole des forces hydrauliques, avec un certain nombre de points à élucider au sujet des circonstances relatives à l'exploitation de ces forces, dit-il, nous devons, avant tout, attendre les rapports des gouvernements des Etats confédérés. Il est d'autant moins possible de prévenir ces derniers par des conseils et des instructions que c'est seulement après avoir reçu ces rapports et pu en apprécier la valeur et après avoir fait faire encore, cas échéant, les enquêtes que nous pourrions trouver nécessaires, que nous serons en mesure de prendre position en ce qui concerne la question principale posée par la société *Frei Land*. D'autre part, nous ne voulons pas risquer de voir contester notre compétence et dès lors repousser ou ignorer nos propositions par certains cantons. »

Cependant, le Conseil fédéral n'a pas voulu non plus laisser ignorer aux cantons les propositions de la société *Frei Land*. Il leur a communiqué, par une nouvelle circulaire, la correspondance échangée, afin qu'ils fussent informés. Les cantons verront ce qu'ils ont à faire.

Lettre de Paris.

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 30 octobre.

Une charge de M. Albert Millaud. — Un débat écorché. — M. de Cassagnac contre l'Espagne. — Thermidor.

Il y avait ce matin, dans le *Figaro*, une amusante fantaisie de M. Albert Millaud, à propos du vote du budget. On y voyait la Chambre discutant à la vapeur, ou plutôt se bornant à voter. Les discours se réduisaient à ce type: « Un député: « Le chapitre... est trop élevé. » Le rapporteur: « Non. » Le président, pour gagner du temps, donnait lecture des articles en ne prononçant que la moitié des mots, de façon à rappeler le style télégraphique et les annonces de la quatrième page des journaux. En dernier lieu, on prenait le parti de voter le budget de la page 145 à la page 250; « en bloc », ajoutait M. Clémenceau.

La charge est fort spirituelle; ce qui la rend surtout bonne, c'est que sous sa forme humoristique, elle correspond assez exactement aux critiques d'une partie de la presse. On se plaignait jadis de discussions interminables, on se plaint maintenant du contraire: le débat « à la vapeur » est le sujet à l'ordre.

Hier cependant il y a eu quelques hors-d'œuvres. A propos du budget des conventions, plusieurs députés sont venus exposer leurs griefs contre les compagnies de chemins de fer. Suivant M. Dumay, la cause des récents accidents se trouve dans le renvoi de nombreux agents à la suite de la grève, thèse d'autant plus contestable que les employés remerciés appartiennent presque tous au personnel des ateliers, et que la question de la marche des trains n'a ainsi avec celle-là qu'un rapport éloigné.

Mais l'incident capital a été le dépôt, par M. Camille Dreyfus, d'une proposition tendant à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, avec demande d'une déclaration d'urgence. La surprise a été générale. D'abord, le budget des cultes ayant été voté sans débat, on croyait la question religieuse définitivement écartée. Puis le député de Paris est israélite, comme on n'a pas manqué de le faire remarquer, et

rescence.

— Les Vallencour? les bons Vallencour... Excellentes gens, fortune indépendante, bon caractère, ont toujours souhaité un enfant... Ils ne refuseront pas, ah! non... et puis, je n'ai plus la force de chercher... je me sens si mal...

Faisant appel à toutes ses forces, il se pencha sur le papier; par la fenêtre ouverte un vent frais entra, faisant frémir les papiers plissés des abat-jours vert pâle. Il écrivait vite de sa belle écriture masculine, un peu plus grosse que de coutume, peut-être. Il s'arrêta soudain, fatigué, et leva la tête comme pour implorer.

Le jour venait très vite, au loin on entendait rouler des voitures; la rue de Prosnay restait pourtant plongée dans le sommeil. Lemartroy fit un mouvement pour aller à la fenêtre, mais il sentit ses jambes si lourdes qu'il n'osa tenter de se lever. Avec une hâte fiévreuse, il traça son nom au bas de son testament et s'arrêta.

Restait la date; avec un effort mou il reprit de l'encre, et écrivit en toutes lettres: Paris, le vingt-deux mars mil huit cent quatre-vingt-quatre...

Les dernières lettres étaient si mal formées qu'on pouvait à peine les distinguer; courageusement, il ajouta à la suite les chiffres nécessaires pour affirmer l'année, puis laissa tomber sa plume.

Le jour pénétrait maintenant, détachant çà et là un objet brillant sur le fond obscur de la chambre: Lemartroy avait plus envie de se lever. Un engourdissement, une sorte de somnolence qui n'était pas sans charme, envahissaient à la fois ses membres et son cerveau; il ne souffrait pas, et pouvait à peine penser.

L'image de Lina se présentait tout à coup à lui telle qu'il l'avait vue quelques heures auparavant dans sa robe lamée d'argent, couronnée de jasmains, les yeux brillants, le sourire aux lèvres...

— Il faudrait pourtant lui dire adieu! pensa-t-il confusément.

Sa main droite cherchait sur la table et trouva un crayon. En lettres hautes d'un pouce, il forma des ca-

son initiative paraissait de ce chef assez peu naturelle. Enfin on a trouvé pour le moins exagérée cette manière de précipiter un débat de quelque importance, en venant dénoncer le concordat vers la fin d'une séance, comme si l'on ne pouvait s'en aller dîner avant que la question ne fût réglée.

De là une agitation assez vive pendant quelques instants. Les orateurs se succédèrent à la tribune, puis nouvelle surprise, M. Dreyfus retire sa proposition d'une façon aussi inattendue qu'il l'avait présentée. Aucun résultat, par conséquent, si ce n'est celui de montrer que l'imprévu est toujours de l'essence des débats parlementaires.

Mentionnons le vote qui a consacré la session temporaire, à l'Union centrale des arts décoratifs, de l'emplacement où s'élèvent encore les ruines de la Cour des comptes. Aussitôt que le Sénat l'aura ratifiée de son côté, ce qui ne paraît pas devoir faire de difficulté, cette question, depuis si longtemps débattue, sera enfin tranchée. On sait que la société dont M. Georges Berger est le président s'est engagée à construire au quai d'Orsay un palais dont le devis dépasse trois millions, pour y centraliser et y développer les expositions qui occupent actuellement une partie du Palais de l'Industrie.

Au bout de quinze ans, le musée des Arts décoratifs — bâtiment et collections — fera retour à l'Etat. La solution est donc fort avantageuse à celui-ci et l'on ne s'explique guère qu'il ait fallu autant de temps et d'efforts pour la faire aboutir.

M. de Cassagnac commence, dans l'*Autorité*, une campagne contre l'Espagne, au sujet des facilités temporaires que le gouvernement est disposé à accorder à cette puissance pour le débouché de ses vins. Le danger de jeter l'Espagne dans les bras de la triple alliance le touche infiniment moins que les intérêts des viticulteurs du Midi. Dans ce débat, sur lequel nous aurons l'occasion de revenir, les partis politiques sont partagés. Le *Siccle* et le *Soleil*, un journal républicain et un journal monarchiste, comptent par exemple parmi les plus chauds défenseurs des concessions projetées en faveur de l'Espagne.

Il est de nouveau question de Thermidor. Le bruit a couru que des propositions avaient été faites à M. Sardou pour autoriser la représentation au Gymnase ou au Vaudeville. Puis on l'a démenti. D'un autre côté on prétend que la Comédie-Française bénéficiera sous peu du retrait de l'interdiction prononcée.

NOUVELLES POLITIQUES

— On a distribué mercredi à la Chambre des députés belge le rapport de M. Smet de Nayer sur la réforme électorale. Au nom de la majorité de la commission, le rapporteur recommande le système dit de l'occupation, d'après lequel est électeur tout individu occupant une habitation d'un revenu cadastral minimum de 30 fr., 42 fr. ou 60 fr., selon l'importance des localités. Il déclare que la droite est unanime à accepter ce système, qu'elle défendra devant les électeurs, et qu'elle ne se laissera pas influencer par les intimidations du dehors. Le système de l'occupation conférerait le droit de vote à environ 700,000 à 800 mille personnes; le système des capacités, préconisé par M. Frère-Orban, ne le donnerait qu'à environ 550,000.

— Le mouvement que nous avons déjà signalé dans la presse officieuse allemande en faveur de la réduction à deux ans de la présence dans l'armée permanente, gagne du terrain. Voici le plus impor-

ractères heurtés, bizarres, lisibles pourtant:

« Ma chère fille... »

Ce fut tout: le crayon lui échappa et roula sous le bureau; il s'affaissa lourdement en avant, avec la conscience que c'était la fin. Un sourire flottait cependant sur ses lèvres lorsque sa tête tomba sur ses bras étendus en couvrant le papier où il venait d'écrire sa dernière pensée. Etait-ce pour Lina, ou pour sa femme, qu'il venait peut-être de voir apparaître devant les yeux de son âme?

II

Lina s'éveilla un peu après neuf heures du matin. Malgré son goût pour le bal, grâce peut-être à l'habitude qu'elle avait prise de rentrer assez tôt pour ne pas trop fatiguer son père, elle ne dormait jamais très avant dans la matinée.

— A peine avait-elle soulevé sa femme de chambre qu'elle lui demanda des nouvelles de son père.

— Monsieur dort encore, répondit la bonne fille; mademoiselle est toujours la plus matinale.

— Le paresseux! pensa Lina; je vais aller l'éveiller tout à l'heure. Le docteur m'a bien recommandé de ne pas le laisser trop longtemps au lit. — Vous m'apporterez mon chocolat dans la chambre de monsieur, dit-elle.

Après avoir plongé dans l'eau son gracieux visage, elle revêtit, un peignoir de laine blanche et courut frapper à la porte de son père.

Ne recevant pas de réponse et pensant qu'il dormait, elle tourna le bouton avec beaucoup de précaution. La lampe à gaz, coiffée de son énorme abat-jour, attira d'abord son regard, le courant d'air venu par la fenêtre ouverte lui arracha de la main la porte qui se ferma avec fracas en faisant trembler toute la maison.

La jeune fille tressaillit, et par un mouvement instinctif se tourna vers le lit, où devait se trouver son père, réveillé en sursaut par le bruit...

D'un regard rapide, éperdu, elle embrassa le lit vide et le fauteuil occupé. Les bras en avant, la tête baissée, elle dormait, malgré ce tapage...

tant des organes militaires de l'Allemagne le *Militär-Wochenblatt* qui publie un article tout à fait favorable à cette réforme. L'auteur en est le général de Boguslawski. Cet officier ne croit pas que la légère supériorité d'instruction qui peut résulter pour les soldats allemands des quelques mois de plus qu'ils passent sous les drapeaux puisse compenser en campagne l'infériorité de leur nombre, et il estime que l'empire doit profiter de l'avantage que lui donne sur ses adversaires possibles sa population beaucoup plus considérable.

— Le premier acte du nouveau roi de Wurtemberg a été de demander une augmentation de 200,000 marks de sa liste civile. La Chambre haute l'a accordée à l'unanimité. Dans la Chambre des députés, la minorité rejetante a été de quelques voix seulement. S'il faut en croire la *Gazette de Francfort*, l'impression produite dans le pays est loin d'être favorable.

— Les nouvelles de la première audience du procès Livraghi et Cagnassi, à Massaua, ont produit un très grand étonnement, car elles semblent faire prévoir que Cagnassi sera acquitté et que Livraghi sera très légèrement condamné. Le *Don Chisciotte* dit qu'on croirait rêver en lisant ces nouvelles. Ces gens étaient accusés d'abus de pouvoir, de vols, d'escroqueries, d'assassinats, de massacres; on voulait leur tête à tout prix; leur nom paraissait une tache pour l'Italie. Et il a suffi d'une seule audience pour en faire de galants hommes. « Tout cela, ajoute ce journal, nous confirme dans notre ancienne opinion: le procès aurait dû se faire à Rome, devant les juges ordinaires; on aurait évité beaucoup de soupçons qui, malheureusement, naissent tout naturellement. »

— Le prince Damrong, frère du roi de Siam, a été reçu hier après-midi par le président de la République française.

— Le prince, accompagné de son neveu, le fils du roi de Siam, arrivé jeudi à Paris, de son aide de camp et de M. Hardouin, interprète du ministère des affaires étrangères, est arrivé à l'Élysée à deux heures précises, dans un landau à huit ressorts aux armes du royaume de Siam.

— A son entrée dans la cour du palais, la garde de l'Élysée a rendu les honneurs.

— M. le commandant Courtes-Lapeyrat, officier de service, a reçu le prince et les personnes de sa suite au bas du perron et a introduit l'auguste visiteur auprès du président de la République qui a reçu le prince Damrong dans le grand salon d'honneur.

— L'entrevue, très cordiale, a duré près d'une demi-heure. Toute la maison militaire du président, ainsi que M. le comte d'Ormesson, directeur du protocole au ministère des affaires étrangères, y assistaient.

— Au moment où le prince Damrong prenait congé du chef de l'État, M. Carnot a remis au frère du roi de Siam les insignes de grand-officier de la Légion d'honneur, et à l'aide de camp du prince, la croix d'officier.

— Le départ du prince s'est effectué avec le même cérémonial que son arrivée.

Un précédent.

Paris, 29 octobre. — S'il faut en croire l'opinion exprimée par un des membres les plus éminents du clergé de Paris, l'archevêque d'Aix donnera à sa comparution devant la magistrature de son pays toute la solennité sensationnelle que comportent des poursuites judiciaires contre un membre du haut clergé, lorsque la prison peut s'ensuivre. Il y a, d'ailleurs, un commencement de précédent, qui remonte aux premiers jours de la guerre d'Italie. Cette guerre avait été représentée à Napoléon III comme dangereuse pour le pouvoir temporel du pape. — C'est possible, répondit l'empereur, mais faites vite. Je m'en lave les mains!

— Vous devinez l'impression que cette parole impériale produisit sur le haut clergé français. Quelques jours après parut un mandement de Mgr Pie, évêque de Poitiers, lequel se terminait par ces mots: — Et maintenant, lave-toi les mains, Pilate.

— Profondément blessé par cette apostrophe sanglante, l'empereur décida de faire déferer, comme d'abus, l'évêque de Poitiers devant le conseil d'État. Des ordres furent expédiés en conséquence au préfet de la Vienne, qui chargea le commissaire central du département de conduire l'évêque à Paris. Mgr Pie laissa fort poliment le commissaire central lui exposer la mission dont on l'avait chargé auprès de lui, et, d'une voix très douce, lui dit: — Très bien. Voulez-vous me donner une demi-heure pour mes préparatifs, et je suis à vous.

— Une demi-heure après, le commissaire central était introduit de nouveau auprès de Mgr Pie, qui le trouva en chape, mitre en tête, croix en main et entouré de ses vicaires généraux, des chanoines de son chapitre, des enfants de chœur de sa cathédrale, tous en costume sacerdotal.

— Eh bien! dit Mgr Pie au commissaire tout ahuri de tout cet appareil, partons.

— Comment, Monseigneur, vous voulez aller à Paris comme ça?

— Sans doute. Vous êtes chargé de conduire à Paris l'évêque de Poitiers. Un évêque qui agit en tant qu'évêque, Monsieur, c'est tout ça. Et en franchissant les portes de l'évêché, les cloches de la cathédrale vont sonner à toute volée.

— Le commissaire supplia Mgr Pie de retarder son départ. L'empereur fut prévenu de ce qui se passait. Il eut un accès de colère terrible et finit par télégraphier à son préfet: — Que votre évêque aille au diable, mais qu'il me laisse la paix!

— Voyez-vous Mgr Gouthu-Soulard imitant cet exemple? Je ne crois pas, toutefois, que le gouvernement républicain se laisserait ému par cette mise en scène ni qu'il reculerait devant l'effet qu'elle pourrait produire...

La politique coloniale allemande.

Berlin, 29 octobre. — La conduite d'Emm-Pacha transgressant ses instructions, et partant à la recherche de l'ivoire qu'il fut obligé d'abandonner à Wadai, consterne les cercles officiels. Le massacre de l'expédition de Zelenki, la rivalité entre le gouverneur civil et les autorités militaires, la retraite du major de Wissmann, dégoûté des injustices et des passe-droits, suscitent pour prouver la situation critique de la colonie africaine où règne un désordre incroyable. Les rapports de divers côtés s'accordent à représenter le gouverneur de Soden comme étant sans autorité, ne connaissant pas les usages du pays, désorganisant systématiquement l'œuvre de Wissmann, se heurtant partout au mauvais vouloir de ses subordonnés. L'indiscipline des troupes mercenaires constitue un réel danger. Le massacre de l'expédition Zelenki causa une telle stupeur à Bagamoyo que rien ne fut organisé pour sauver les débris de l'expédition, qui durent leur salut aux missionnaires catholiques français.

— La presse attaque violemment le gouverneur de Soden auquel on reproche de dissimuler, dans un intérêt personnel, la situation critique du pays. Ces attaques se renouvellent au Reichstag, qui voudra faire la lumière sur l'incurie de l'administration coloniale.

Nationalistes et parnellistes.

Cork, 30 octobre. — La lutte électorale pour le remplacement de M. Parnell devient de jour en jour plus violente, à mesure

que le jour décisif approche. Mercredi et jeudi derniers, dans les hôpitaux de la ville, il n'y avait pas moins d'une trentaine de personnes blessées pour cause de parnellisme ou d'antiparnellisme. Comme les deux partis rivaux tiennent de nombreux meetings en plein air, les occasions d'entrer en conflit sont malheureusement très fréquentes.

— Jeudi après-midi, comme une rixe allait éclater entre les nationalistes harangués par MM. O'Brien et Dillon et une troupe de parnellistes suivant M. John O'Connor, celui-ci alla droit à la voiture de M. O'Brien; après quelques mots échangés, on vit les deux adversaires traverser, bras dessus, bras dessous, la foule menaçante et s'efforcer de l'apaiser. Pendant ce temps, M. Dillon, resté seul, était fort exposé. M. O'Connor eut la présence d'esprit d'enjoindre à ses partisans de pousser trois hurrahs en l'honneur de M. Dillon, à quoi les nationalistes répondirent par des hurrahs en l'honneur de M. O'Connor.

— M. Dillon, dont la blessure exige de grands ménagements, fut ensuite reconduit à son hôtel au milieu des protestations de respect de ses adversaires.

— Mais dans la soirée les choses se sont passées moins bien. Il y a eu une nouvelle collision entre les factions rivales, et les agents de police, armés de leurs casse-tête, ont eu grand peine à mettre fin au combat. M. John Redmond, qui n'avait pas dédaigné d'être escorté par des hommes portant un transparent sur lequel on lisait ces paroles, attribuées à M. Timothy Healy contre M. Parnell: « Je veux le faire mourir ou le rendre fou, » a eu son chapeau défoncé. M. O'Connor a reçu à la nuque un coup de casse-tête. Les parnellistes, qui brandissaient des barils de goudron enflammé et au milieu desquels se trouvaient des femmes échevelées montées sur des canons et poussant des cris perçants, ont brisé toutes les vitres du local où siège le comité nationaliste.

— L'élection aura probablement lieu vendredi 6 novembre.

Le mouvement ouvrier.

— Un certain nombre de femmes ralliées au parti socialiste ont tenté d'organiser un mouvement révolutionnaire dans le personnel des servantes de brasseries de Berlin. Elles ont convoqué à cet effet une réunion dans une brasserie de la rue de Dresde; mais neuf servantes seulement ont répondu à cet appel. En présence de cet auditoire si restreint, la dame chargée du rapport sur la question mise à l'ordre du jour, a renoncé à prendre la parole et l'organisation du mouvement a été ajournée à de meilleurs temps.

— La grève des typographes continue en Prusse; ils demandent la réduction à neuf heures de la journée de travail, une augmentation de salaire de 10/0 à Berlin et de 33 1/2 0/0 en province. Quelques imprimeries ont fait droit aux demandes de leurs ouvriers, mais la plupart résistent; peu de journaux souffrent de la grève.

INFORMATIONS DIVERSES

— Le parquet de Bruxelles vient de découvrir une importante escroquerie commise au préjudice de l'administration communale de Bruxelles. L'enquête a établi que des malversations se commettaient depuis longtemps dans les bureaux de l'Hôtel-de-Ville; on en a déjà découvert pour environ 300,000 fr.

— C'est dans l'administration des domaines de la ville de Bruxelles qu'un employé infidèle modifiait au profit de divers entrepreneurs les comptes de réparation et de construction.

— Celui-ci, nommé Meens, a été arrêté; il allègue seulement que ces malversations ont toujours été commises à l'Hôtel-de-Ville dans les mêmes conditions.

— Un des complices, M. Vranckx, entrepreneur, s'est pendu au moment où on allait l'arrêter. On annonce de nouvelles arrestations.

— L'influenza a fait de nouveau son apparition à Londres dans les districts du Nord-Est. Les médecins craignent qu'elle ne prenne un caractère aussi sérieux qu'à l'époque de sa dernière apparition. Cependant, jusqu'à présent, l'épidémie ne présente aucune gravité.

— Un télégramme de Penrance dit que cet étrange maladie sévit avec violence en Cornouailles, particulièrement parmi la population des districts miniers; dans la ville de Redruth, on compte déjà un très grand nombre de cas.

Questions sociales.

On nous écrit de Marseille, le 30 octobre:

Les lecteurs de la *Gazette* — quelques-uns du moins — ne liront peut-être pas sans intérêt les détails suivants sur les séances d'un congrès actuellement réuni dans cette ville, le congrès de l'Association protestante pour l'étude pratique des questions sociales. Ce n'est du reste point un procès-verbal de tout ce qui s'est déjà fait et ce qui se fera encore, que je songe à mettre sous leurs yeux, mais un coup-d'œil aussi précis et aussi clair que possible sur les questions abordées par le congrès. L'actualité de ces questions est un fait incontestable.

Le congrès de Marseille est le quatrième de son espèce. Le troisième a eu lieu à Montbéliard, dans le courant de l'été 1890. Vous en avez parlé dans vos colonnes. Permettez-moi seulement de rappeler en quelques mots le but de l'Association. M. de Boyve, de Nîmes, président du congrès, dans le discours qu'il a prononcé hier matin en ouvrant la séance, a résumé ce but en disant que l'Association protestante veut travailler sans relâche, mais avec sagesse, aux améliorations sociales dont la nécessité se fait de plus en plus sentir. L'antagonisme des riches et des pauvres va s'accroissant de plus en plus; les revendications des travailleurs deviennent des revendications internationales. De cette fermentation sortira un état meilleur ou un cataclysme; l'urgence du remède est évidente et l'association s'applique à chercher ce remède. Se tenant en dehors de la politique, elle travaille à calmer les excitations actuelles des partis, à secouer l'inertie des satisfaits, à réveiller les oisifs qui n'ont pas d'opinion et, protestante, elle veut provoquer l'émulation parmi les protestants, apporter la paix. Telle est sa devise en travaillant à l'émancipation des déshérités. Après tout, on s'achemine vers un état social meilleur et le siècle de l'association va remplacer le siècle de la compétition. Mais c'est le christianisme qui sera la condition de cette rénovation sociale en même temps que religieuse, parce qu'il réveillera cet esprit de solidarité qui vivifie les lois divines du Sermón sur la montagne.

Les lignes qui précèdent ne sont qu'un bien pâle et bien sec résumé du magnifique discours présidentiel, qui a si nettement rendu compte de la situation actuelle et délimité le champ d'action de l'association protestante. Et comme c'est l'étude pratique des questions sociales que cette association se propose, elle s'est aussitôt occupée des essais de mise en œuvre des théories. C'est ainsi que M. le pasteur J. Eschmann, de Lyon, nous a entreteints de la « maison hospitalière » qu'il a fondée dans cette seconde ville de France. Beaucoup des lecteurs de la *Gazette* connaissent l'embarras extrême que l'on éprouve, soit à donner, soit à refuser des secours à ceux qui le demandent. Aussi l'un des membres du congrès disait-il qu'il ne dormait pas quand il avait refusé un secours,

mais qu'il ne dormait pas davantage quand il en avait accordé un.

— L'œuvre de l'hospitalité par le travail permet de distinguer les vrais pauvres des pilleurs mendicants. L'homme qui demande est envoyé au travail; s'il accepte, il coupe du bois, fait des fagots. On le garde huit jours et il est instruit, mais ne reçoit point d'argent. Dans la huitaine, il cherche de l'ouvrage au dehors et en trouve. Les résultats obtenus sont si encourageants que la maison a dû augmenter le nombre de ses lits et chercher un local plus vaste.

— A Marseille même, il existe une œuvre à peu près semblable, c'est celle de « l'assistance par le travail », dont les membres du congrès ont visité l'atelier, rue Brandi, avec un grand intérêt, et dont les résultats sont également de nature à encourager les promoteurs de cette œuvre.

— Pour arriver à des résultats pratiques, on sent la nécessité d'une organisation méthodique de la charité. Telle est l'origine du mouvement né en France à la suite de l'exposition de 1889. Un peu partout, on s'efforce de grouper toutes les bonnes volontés et de former des comités qui, par des enquêtes sérieuses, arrivent à distinguer les pauvres véritables de ceux qui sont la graine du paupérisme. Sur ce point, le congrès a entendu des communications intéressantes, données par des orateurs venus de Paris, de Gènes, de Genève et d'autres lieux.

— Cette première journée a été en partie consacrée à l'étude d'une question dont la gravité est extrême. Elle nous touche de près, nous Suisses romands, et le congrès tenu à Berne récemment l'a prouvé. Je fais ici allusion à la littérature immorale. Il n'est guère besoin que je précise davantage. En France, les bons citoyens sont obsédés par la pensée du mal qui semble envahir peu à peu toutes les couches de la société et qui, sous forme de gravures, d'images, de journaux et de suppléments de journaux, pénètre partout et se glisse sournoisement dans les écoles et les lycées. Aussi ne vous étonnez-vous pas d'apprendre que la campagne ouverte il y a peu d'années par le regrettable sénateur de Pressensé, va recommencer avec plus d'ardeur et plus d'ensemble. Tout ce qui a été dit hier sur cette question, entre autres par un homme qui a compromis sa santé dans cette lutte, l'éloquent pasteur Fallot, a-t-il vivement impressionné le congrès. Vous me pardonnerez si je suis très bref sur ce point. Tous ceux qui comprennent quelque peu la question comprendront aussi les angoisses et les indignations des pères de famille plus particulièrement atteints dans leurs intérêts les plus chers.

— Vous le voyez, cette première journée du congrès a été bien chargée et bien remplie. Et encore je ne vous ai pas parlé de tout ce qui s'y est fait, laissant volontairement de côté ce qui ne cadre pas directement avec les préoccupations générales.

J. C.

CONFÉDÉRATION SUISSE

Liberté du commerce.

Berne, 29 octobre.

— La société de consommation de Sion a recouru au Conseil fédéral contre deux arrêtés du Conseil d'État du Valais, d'après lesquels, sans autorisation spéciale du département cantonal de l'intérieur, les pharmaciens ont seuls le droit de vendre le vitriol bleu et la solution d'azurine, employés contre le mildiou.

— Le gouvernement valaisan se base sur la loi cantonale du 24 novembre 1849, aux termes de laquelle: « l'exécution des formules médicales, la vente en détail des médicaments, drogues, et des substances réputées poisons ou dangereuses, soit à l'état naturel, soit en préparation, ne peuvent avoir lieu que dans une pharmacie établie conformément à la loi. »

— La vente libre du sulfate de cuivre et la préparation et la vente de la solution d'azurine, n'est restreinte ni interdite dans aucun canton viticole.

— Les cantons de Zurich, Fribourg, Bâle-Campagne, Grisons, Thurgovie, Vaud, Neuchâtel et Genève n'ont pas de contrôle de l'État sur la nature, la préparation, la vente et l'emploi de ces substances. Dans ceux de Fribourg, du Tessin et de Genève, l'achat se fait en gros par les communes ou des sociétés agricoles, qui distribuent les substances aux viticulteurs au prix coûtant. Dans les cantons de St-Gall et d'Argovie, les conseils communaux exercent un contrôle sur la nature et l'emploi de ces substances. Dans ceux de Zurich, St-Gall, Argovie, Tessin et Vaud, les acheteurs de ces substances peuvent les faire analyser gratuitement par le chimiste cantonal, le bureau de salubrité publique, etc.

— Bien donc qu'il existe ça et là des prescriptions pour le contrôle de l'État, elles présentent plutôt le caractère de dispositions protectrices, qui ne portent pas atteinte à la liberté de la vente des substances destinées à combattre les maladies de la vigne.

— On peut donc admettre que cette liberté a été sans motif entravée ou supprimée, dans le canton du Valais, par les prescriptions des autorités cantonales.

— En outre, la décision incriminée des autorités valaisannes se présente comme constituant un monopole inadmissible accordé aux propriétaires de pharmacies; en effet, elle donne à une profession qui, à côté de son caractère scientifique, en a aussi un commercial, un privilège pour la vente d'articles à l'endroit desquels ce privilège ne se justifie pas par des motifs de salubrité publique.

— Le Conseil fédéral a par conséquent admis le recours aux termes de l'article 31 de la Constitution fédérale.

La Société des Amis des lettres.

On nous écrit du canton de Neuchâtel, le 26 octobre:

— Voilà bientôt deux semaines que la Société romande des Amis des lettres a fait dans vos colonnes l'objet de deux lettres de Neuchâtel.

— J'ai été heureux d'apprendre que la dite société se propose de suivre à ses concours et de signaler au public les meilleures parmi les œuvres qui lui paraîtront devoir être recommandées. Mais je ne comprends pas pourquoi il lui faut pour cela de l'argent, beaucoup d'argent, dit-on. Si la Société des Amis des lettres n'a pas de l'argent, de l'argent sonnant à l'offrande à ceux qui lui soumettront leurs travaux, elle se sent donc d'avance impuissante? Son verdict, sa recommandation, l'honneur d'être distingué par elle ne vaudraient donc rien? Les « littérateurs » s'en moquent tout simplement?

— Oh! je sais bien ce qu'on me dira. On me rappellera qu'il n'est plus la moindre société de gymnastique dont le moindre membre veuille encore grimper sur le moindre mât de cocagne ou faire la moindre culbute sans être sûr de décrocher un prix et de voir son nom publié par la presse de sa localité. On me dira qu'il en est de même des sociétés et des membres de nos diverses sociétés de tir, de musique et de chant. On me dira aussi que l'organisation actuelle de la plupart des concours est faite de telle façon, divisée en tant de catégories, qu'il y a des morceaux de premiers prix et que chacun s'en retourne vainqueur — et surtout porter — de quelque chose, couronnes d'or, d'argent, de vermeil, de laurier, de chêne, de prix couronnés, de prix sans couronne. On me dira encore que, même dans nos sociétés privées, cercles et autres, on ne fait plus la moindre soirée, le moindre tir au fléchet, le moindre jeu, sans qu'il y ait des prix.

— On me dira peut-être encore que, même et surtout dans nos grandes fêtes nationales, tirs fédéraux et fêtes fédérales de gymnastique et de chant, les prix sont aujourd'hui d'une valeur absolument disproportionnée avec celle du travail accompli.

— On me dira tout cela et on aura raison. Mais les gens de lettres, les gens qui ont des idées et qui désirent les faire partager aux autres, qui ont en vue le plaisir ou le bien de leurs semblables beaucoup plus que le leur propre, pourquoi feraient-ils comme tous les autres? Pour eux, pour la plupart d'entre eux, l'honneur devrait être tout, ou du moins l'essentiel. Et voyez comme les choses s'arrangent! La Société des Amis des lettres n'a pas d'argent, qu'elle s'en réjouisse! De l'argent! mais comment donc? elle n'en a pas besoin. Elle a mieux, beaucoup mieux à offrir! Elle offre aux auteurs un jugement sévère, droit, mais sincère sur les œuvres qui lui sont soumises.

— N'est-ce donc rien, cela? N'est-ce pas infiniment plus précieux que tous les prix en argent du monde, lorsque son jugement est une louange? Et une recommandation de la société ne serait-elle pas en faveur de l'œuvre favorisée, un facteur actif de vente? Enfin, le fait que la société renoncera formellement à délivrer n'importe quel prix en argent ne constituerait-il pas pour elle la plus caractéristique des originalités? N'assurerait-il pas son indépendance la plus absolue tout en augmentant la valeur de ses jugements?

— Je vous soumets ces lignes dans l'espoir qu'elles parviendront, par votre obligeante entremise, à qui de droit, j'entends à la société, et j'ose me flatter de croire qu'elles y trouveront quelque écho.

X

Une exposition industrielle à Fribourg.

— On peut considérer comme à peu près décidée l'entreprise d'une exposition industrielle cantonale à Fribourg, dans le courant de l'année 1892, dit le *Messenger*.

— Elle s'ouvrirait dès le 1^{er} août et durerait jusqu'au 15 septembre. Elle pourrait être encore prolongée selon que la commission le déciderait.

— Voici en quelques lignes le programme de l'entreprise:

— Pour donner une image aussi complète que possible de l'activité industrielle du pays et pour trouver les moyens de la développer, sont invités à prendre part à l'exposition:

a) Toutes les industries mécaniques du canton; b) les artisans de tous les métiers; c) les industries de l'alimentation; d) les industries domestiques; e) les dessinateurs, lithographes, imprimeurs, photographes, sculpteurs, graveurs, etc.; f) les fabricants d'instruments aratoires, les jardiniers; g) le corps enseignant: moyens et appareils perfectionnés pour l'enseignement.

— Les exposants devront s'inscrire jusqu'à fin octobre 1891. Ils indiqueront exactement sur un formulaire *ad hoc* les objets qu'ils veulent exposer et l'espace qui leur est nécessaire.

— Les exposants s'engagent à n'exposer que des objets de leur propre fabrication, ou du moins, des objets fabriqués sous leur surveillance. Il sera demandé que les objets exposés soient non seulement beaux, mais encore qu'ils soient pratiques, solides et d'un prix en rapport avec leur valeur réelle.

— Le comité central a le droit de refuser des objets qui ne répondent pas au but de l'exposition. Il peut aussi restreindre, si cela est nécessaire, l'espace demandé par les exposants.

— Les vitrines qui pourraient être nécessaires pour certaines parties de l'exposition, sont construites par les exposants et à leurs frais. Ils doivent toutefois soumettre leurs projets à la commission.

— Des diplômes et des médailles sont délivrés aux exposants méritants; la commission de l'exposition est chargée de constituer le jury des prix.

— Nous ne pouvons, dit le *Messenger*, que féliciter le comité d'initiative qui n'a rien négligé pour sortir cette utile entreprise de sa période d'incubation. Telle qu'elle est, l'affaire est, comme on dit, bien emmanchée, nul doute qu'elle ne réussisse au mieux pour le plus grand bien de l'industrie fribourgeoise qui en a assez besoin.

Chronique militaire.

Berne, 30 octobre.

— Dans sa séance de ce matin, le Conseil fédéral a procédé à la nomination des divisionnaires nécessaires par celle des colonels commandants des corps d'armée et à la démission de M. Kunzli.

— La 1^{re} division passe sous le commandement de M. le colonel divisionnaire David, commandant la II^e division depuis la démission de M. le colonel Lecomte. M. le colonel Teichertmann, qui commandait la III^e brigade d'infanterie, prend le commandement de la II^e division.

— Pour la IV^e division, la conférence des commandants de corps et des chefs d'arme avait présenté en premier M. le colonel de cavalerie Wille et, en second, M. le colonel d'état-major Alexandre Schweizer. Le Conseil fédéral a nommé M. Schweizer, sans doute parce que M. le colonel Wille remplit déjà les fonctions très chargées de chef d'arme et d'instructeur en chef de la cavalerie.

— A la VI^e division, M. le colonel Bleuler est remplacé par M. le colonel Meisler, de Zurich, commandant la XI^e brigade d'infanterie.

— Enfin, à la VIII^e division, M. le colonel Fahrlander, d'Aarau, commandant la XVI^e brigade d'infanterie, remplace M. le colonel Wieland.

— Dans sa même séance d'hier, le Conseil fédéral a adopté une ordonnance portant création d'une « Commission permanente de défense nationale » composée, sous la présidence du chef du département militaire, des quatre commandants des corps d'armée et du chef du bureau d'état-major. Cette commission cessera de fonctionner le jour où l'Assemblée fédérale aura nommé un général en chef.

— Les commandants des quatre corps d'armée, d'accord avec le chef du bureau d'état-major, ont proposé pour les fonctions de chef d'état-major des corps d'armée: pour le 1^{er} corps, M. le colonel Edmond de la Rive; pour le 2^e corps, M. le colonel Pierre Isler; pour le 3^e corps, M. le colonel Gottlieb Wassmer, et pour le 4^e corps, M. le lieutenant-colonel Sprecher, de Bernegg.

— M. le lieutenant-colonel Etienne Gutzwiller, instructeur de 1^{re} classe de la V^e division, a été nommé 1^{er} secrétaire du département militaire en remplacement de feu M. le lieutenant-colonel Pfyffer.

— Musée national. — Le Conseil fédéral a composé la commission du musée national de MM. Pestalozzi, président de la ville de Zurich; Kaiser, archiviste fédéral; Vischer-Sarasin, à Bâle; Th. de Sausure, à Genève, et Muhlem, député aux États, à Altorf.

— Congrès de la paix. — On annonce que quinze membres de l'Assemblée fédérale se sont inscrits pour assister, à Rome, à la 3^e conférence internationale parlementaire de la paix et de l'arbitrage.

— Ce sont MM. les conseillers nationaux Lachenal, Ador, Richard (Genève); Baldinger (Argovie); Bernasconi et Stoppani (Tessin); Brenner (Bâle-Ville); Brogi (Soleure); Grosjean (Neuchâtel); Jolissaint, Gobat, Stockmar et Ed. Muller (Berne); Haebelin (Thurgovie); Joos (Schaffhouse), et MM. les conseillers aux États Stossel (Zurich) et Raisin (Genève).

NOUVELLES DES CANTONS

ZURICH. — Le tribunal cantonal a institué un cours d'instruction de deux jours pour les préposés aux poursuites et faillites nouvelles, n'en nommés.

— La Société des antiquaires de Zurich a exclu de son sein M. Guyer-Zeller, lequel a attaqué publiquement les opérations des délégués de la société à la vente aux enchères de la collection Vincent, à Schaffhouse.

BERNE. — Le 22 novembre, on inaugurerà, à Porrentruy la nouvelle église protestante dont la construction a coûté 63,000 fr., non compris les frais d'ameublement.

GENÈVE. — Les radicaux-nationaux portent pour l'élection du Conseil d'État qui aura lieu le 15 novembre, MM. Dufour et Boissonnas, conseillers d'État actuels, et Patru et Héridier, anciens conseillers d'État.

— Les radicaux du Genevois n'ont pas encore arrêté leur liste.

— On sait que le parti démocratique porte sur sa liste les membres actuels du Conseil d'État.

CANTON DE VAUD

GLION. — La première des locomotives du chemin de fer Glion-Naye est sur rails; elle a été essayée hier après-midi.

— Les réparations du funiculaire Terriet-Glion sont terminées; l'exploitation de la ligne recommencera sous peu.

ONNENS. — Le vin nouveau vient de jouer un mauvais tour à un amateur d'Onnens. Pendant la nuit, un vase de 3000 litres, dont la bonde a sauté par l'effet de la fermentation, s'est complètement vidé.

Moudon. — On lit dans l'*Éveil*:

« Les pères de famille qui, l'hiver dernier, ont mené campagne contre le président de la commission des écoles alors en charge, M. Louis Freymond, apprendront avec satisfaction que ce Monsieur n'en fait actuellement plus partie, par décision municipale. La municipalité a désigné M. le Dr Meylan comme membre de la commission. Chacun approuvera un choix aussi judicieux. »

LAUSANNE

Election pastorale. — Cent-cinquante électeurs environ appartenant à l'Eglise nationale se sont réunis hier soir à l'Hôtel-de-Ville, sous la présidence de M. Grenier, municipal, pour s'occuper de l'élection pastorale de demain.

— La candidature de M. Thélin, pasteur à Morrens, proposée par M. Déria, municipal, a été chaudement appuyée par M. Boiceau. L'honorable député de Lausanne a rappelé ce qui s'était passé il y a deux ans: le désistement spontané de M. Thélin, qui avait eu pour effet d'empêcher une scission regrettable, et l'engagement moral pris alors d'accueillir ce candidat à la première vacance. M. Thélin est d'ailleurs un prédicateur de talent, a dit M. Boiceau, et un homme actif qui s'acquittera de ses fonctions à la satisfaction de tous.

— Sans faire de contre-proposition, M. le Dr Louis Secretan a cependant voulu rendre hommage aux qualités d'un autre candidat en liste, M. Gardiol, pasteur à Constantine. Il a rappelé que M. Gardiol avait été suffragant à Lausanne et n'y avait laissé que de bons souvenirs.

— A la votation, 84 voix sur 112 votants se sont prononcées pour M. Thélin, qui a été ainsi proclamé candidat de l'Assemblée de l'Hôtel-de-Ville. M. Gardiol a fait 25 voix. M. Sublia 2, M. Maystre 1.

— Nous engageons vivement les électeurs de Lausanne à se rendre demain au scrutin et à voter pour le candidat désigné hier par la nombreuse assemblée dont nous enregistrons avec plaisir la décision.

Eglise libre. — Hier, au temple des Terreaux, a eu lieu la séance solennelle d'installation de M. le pasteur Bernus de Pressensé, appelé à remplacer M. Lecoulter, malade, comme professeur d'histoire ecclésiastique

